

Brochure n° 3066

**Convention collective nationale**

IDCC : 292. – **PLASTURGIE**  
**(ANCIENNEMENT TRANSFORMATION DES MATIÈRES PLASTIQUES)**  
**(18<sup>e</sup> édition. – Mars 2003)**

**ACCORD DU 16 DÉCEMBRE 2004**  
**RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR 2004**  
NOR : *ASET0550097M*  
IDCC : 292

**PRÉAMBULE**

Le présent accord a pour objet de remplacer les dispositions de l'article 21 « Salaire minimum » des clauses générales, de l'article 14 « Prime d'ancienneté » de l'avenant « Collaborateurs » et de l'article 1<sup>er</sup> « Prime d'ancienneté » de l'avenant Seine et Seine-et-Oise.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le champ d'application de l'accord est celui de la convention collective nationale de la plasturgie (anciennement transformation des matières plastiques) du 1<sup>er</sup> juillet 1960 modifié par les avenants du 6 janvier 1961 et du 15 juin 1977.

**Article 2**

*Conditions d'application de l'accord*

Les dispositions ci-dessous du présent accord ne s'appliqueront dans les entreprises ou établissements qu'à condition que ceux-ci aient mis en place l'accord de classification de la branche signé le 16 décembre 2004.

**Article 3**

*Salaires minima*

Il est convenu que les minima conventionnels feront l'objet d'une négociation annuelle obligatoire.

### **Article 3.1**

#### *Montant du 1<sup>er</sup> coefficient*

Les parties s'engagent à ce que le salaire mensuel du coefficient 700, au 1<sup>er</sup> juillet chaque année, ne soit pas inférieur au SMIC de référence tel que défini par la loi du 2 janvier 1970.

Afin de garantir la pérennité de la grille des salaires, les parties signataires s'engagent à ce que le salaire minima d'un coefficient donné soit toujours supérieur au salaire du coefficient précédent, quelle que soit l'issue des futures négociations salariales.

### **Article 3.2**

#### *Formule de calcul*

Les salaires minima à partir du coefficient 710 inclus sont déterminés à partir de 2 paramètres négociés par accord collectif de branche : une valeur de référence et une valeur de point unique.

Les salaires minima sont calculés comme suit :

- valeur de référence négociée + (indice salarial fixe × valeur du point négociée).

La valeur de référence négociée chaque année est distincte de la valeur du SMIC de référence tel que défini par la loi du 2 janvier 1970.

### **Article 3.3**

#### *Barème des salaires minima mensuels*

Le barème des salaires minima est établi sur une base de 151,67 heures au sens de l'article L. 212-1 du code du travail, ainsi sont inclus dans le salaire minimum le complément lié à la réduction du temps de travail appliqué, s'il existe, dans l'entreprise ou l'établissement lors de la mise en place des 35 heures, de même que tous les éléments qui entrent dans la composition du SMIC selon la réglementation en vigueur, y compris la jurisprudence.

A titre d'indication sont exclus à la date de signature de l'accord :

- la majoration relative à la durée du travail : heures supplémentaires, exceptionnelles, etc. ;
- la prime d'ancienneté ;
- le 13<sup>e</sup> mois, quand il existe ;
- les primes pour travaux pénibles, dangereux ou insalubres ;
- les gratifications ayant indiscutablement un caractère exceptionnel ;
- les indemnités ayant un caractère de remboursement de frais ;
- les primes générales (vacances, Noël...) quelle que soit leur appellation, qu'elles soient fonction ou non de la production ou de la productivité globale de l'entreprise ou de ses bénéfices.

En ce qui concerne les heures qui ne seraient pas considérées comme du temps de travail effectif, elles seront régies par la législation en vigueur, la jurisprudence et la convention collective nationale de la platurgie.

### **Article 3.4**

#### *Barème des salaires minima pour 2004*

Valeur du point : 6

Valeur de référence : 1 216

*(En euros.)*

COEFFICIENT	INDICE SALARIAL	VALEUR MENSUELLE
700	-	1 215
710	3	1 234
720	8	1 264
730	18	1 324
740	30	1 396
750	46	1 492
800	64	1 600
810	86	1 732
820	115	1 906
830	142	2 068
900	211	2 482
910	232	2 608
920	297	2 998
930	447	3 898
940	607	4 858

### **Article 3.5**

#### *Salaires minima mensuels des cadres*

Le premier coefficient des cadres est le coefficient 900. Pour les cadres débutants dont la définition est précisée à l'article 3.6, il pourra être procédé par l'entreprise à un abattement de 11 % sur le salaire minima du coefficient 900 pendant une période qui n'excédera pas 24 mois au maximum.

### **Article 3.6**

#### *Définition du cadre débutant*

Par cadre débutant il y a lieu d'entendre la position attribuée aux nouveaux diplômés n'ayant aucun passé professionnel, soit à l'extérieur, soit à l'intérieur de l'entreprise, jusqu'à ce qu'ils aient acquis l'expérience professionnelle nécessaire pour l'exercice correct de la fonction.

### **Article 4**

#### *Prime d'ancienneté*

### **Article 4.1**

#### *Principe de déconnexion de la prime d'ancienneté*

Le mode de calcul de la prime d'ancienneté est déconnecté des salaires minima de branche.

## **Article 4.2**

### *Mode de calcul de la prime d'ancienneté et maintien du montant de la prime d'ancienneté acquise*

Les collaborateurs bénéficient d'une prime d'ancienneté calculée sur un pourcentage à hauteur de 0,80 % du salaire de base par année d'ancienneté incluant le différentiel RTT s'il existe, et ce en fonction des pas de progression pluriannuels visés à l'article 4.3.

A la date d'application de l'accord de branche dans l'entreprise ou l'établissement, les collaborateurs bénéficiant d'une prime d'ancienneté, basée sur l'ancien mode de calcul conventionnel, supérieure à la prime d'ancienneté calculée sur le nouveau mode de calcul proposé, en conserveront le bénéfice en valeur absolue jusqu'à rattachement.

## **Article 4.3**

### *Progression de la prime d'ancienneté*

La prime d'ancienneté est calculée en prenant en compte les pas de progression pluriannuels suivants :

- 3 ans ;
- 6 ans ;
- 9 ans ;
- 12 ans ;
- 15 ans.

## **Article 5**

### *Durée et entrée en vigueur de l'accord*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il entrera en vigueur le lendemain de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté ministériel d'extension de l'accord de classifications signé le 16 décembre 2004.

Les signataires conviennent de renégocier les dispositions de l'accord qui pourraient être remises en cause par des dispositions législatives et réglementaires ultérieures.

L'accord sera soumis à la procédure d'extension.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

Fédération de la plasturgie.

**Syndicats de salariés :**

CMTE-CFTC ;

Fédération chimie-énergie CFDT ;

Fédération nationale du personnel d'encadrement de la chimie CFE-  
CGC ;

Fédération nationale de la chimie CGT-FO.